



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

### Lettre n° 339 du 16 juin 2024

#### Au sommaire :

- **Contre Macron-Bardella, face au Front populaire, nous rassembler pour préparer l'affrontement contre le capital et ses serviteurs !** - *Yvan Lemaitre*
- **Derrière le chaos militariste et politique, la menace de krach ou la nécessité d'un programme démocratique et révolutionnaire** - *Daniel Minvielle*

## **Contre Macron-Bardella, face au Front populaire, nous rassembler pour préparer l'affrontement contre le capital et ses serviteurs !**

La Blitz-campagne de Macron est donc ouverte, la marche forcée vers un état de décomposition parlementaire inédit, une crise politique qui suscite un renouveau politique au sein du monde du travail et de la jeunesse, des prises de consciences qui bousculent les rapports de force et pourraient annoncer une crise générale, sociale et politique majeure. Les mobilisations de la jeunesse ainsi que les manifestations de samedi, loin d'être sous contrôle du Front populaire que convoite Hollande, pourraient en être les signes avant-coureurs.

En début de semaine, trois jours après son coup d'État électoral, Macron s'est à nouveau accaparé les médias pour tenter de donner un sens à sa brutale manœuvre politique inattendue. Sans surprise, sa décision n'a qu'un sens, lui et sa volonté de sauver son pouvoir en réaffirmant sa politique antisociale et réactionnaire annonçant « *une autorité républicaine à tous les étages* »... Il va jusqu'au bout de ses ambitions bonapartistes rêvant de construire une union nationale autour de sa personne pour au final jouer au jeu de massacre parlementaire, flattant les peurs et les fantasmes, opposant les dits extrêmes, le RN et LFI qualifiée d'extrême gauche « *antisémite et antiparlementaire* », appelant à la fois les électeurs de LR à désavouer Ciotti qui a « *fait un pacte avec le diable* » et ceux du PS et de Glucksmann à désavouer le Front populaire. Sous couvert de clarification, Macron a ouvert un jeu de massacre parlementaire liquidant sa propre majorité puis LR alors que Reconquête explose... Il prétend s'élever au-dessus des partis et se retrouve dans le marais parlementaire de droite pris en tenaille entre le bloc réactionnaire des patriotes et le Front populaire au risque de se retrouver dans la fange du RN dont il prétend protéger la nation.

Il va au bout de sa chute, l'accélère puisqu'à chaque étape ses prétentions à protéger la nation ont abouti à l'inverse, renforcer le RN. Et au final, il n'aura probablement pas d'autre choix que de se dissoudre lui-même dans la co-

habitation avec « *Jordan Barre toi de là* » ainsi que l'appellent les manifestants.

La possibilité que le Front populaire réussisse à construire une majorité parlementaire et donc à cohabiter avec Macron ne peut être écartée mais cela ne représenterait en rien une réponse et une solution à la crise en cours, tout au plus une étape de son approfondissement contre le monde du travail. La tentative d'Hollande de faire une OPA sur cet attelage électoral ne peut laisser planer la moindre illusion de ce que seraient sa politique et ses conséquences. Les travailleur-es en ont déjà fait la cruelle expérience.

L'important est que la jeunesse après s'être levée pour la Palestine et le climat s'engage dans la lutte politique, prenne conscience de l'impasse parlementaire et du fait que l'extrême droite n'est que la politique des classes dominantes sans faux semblants dits démocratiques. La combattre c'est combattre cette politique sous toutes ses formes et quels que soient l'emballage ou le discours qui la justifient et voudraient la faire accepter par la population soit en étouffant la lutte de classe soit en la menant dans toute sa brutalité. La réponse et l'issue dépendent de la capacité de la jeunesse à aider le monde du travail à rompre avec les illusions parlementaires et électorales, avec le dialogue social pour prendre confiance en lui et poser sa candidature au pouvoir.

L'extrême droite est la forme la plus décidée, la plus démagogique d'un front réactionnaire qui se définit autour d'une politique nationaliste et xénophobe, militariste, antisociale de défense de la concurrence et du profit, d'un capitalisme qui marche à la faillite. La combattre, c'est rompre avec cette politique capitaliste quelle que soit la coalition politique qui la mette en œuvre et défendre un programme pour la transformation révolutionnaire de la société.

## **Nationalisme et démagogie xénophobe et raciste anti-migrants, politique sécuritaire et régression sociale au service du CAC40**

Si Macron prétend ne pas vouloir « *laisser les clés du pouvoir au RN en 2027* », l'orientation politique dont il s'est prévalu lors de sa conférence de presse laisse pour le moins sceptique. Il se propose de poursuivre la même politique plus à droite encore. « *A tous ces messages, nous ne pouvons rester indifférents ou sourds et nous devons apporter une réponse démocratique* », dit-il prenant argument de « *l'inquiétude* » qui se serait exprimée dans le vote RN sur les questions de sécurité, d'immigration, de pouvoir d'achat. Et en écho à ce dernier il définit ses « *axes prioritaires* » et la « *méthode* » de gouvernement, c'est « *l'autorité républicaine à tous les étages* », « *plus de fermeté* », pour « *réduire l'immigration illégale* », « *la reprise en main par l'Etat et le meilleur contrôle de la question des mineurs non accompagnés* », répondre « *avec plus de fermeté* » à la « *montée de la violence des mineurs qui mine la cohésion nationale* » et pour dresser la jeunesse « *recréer des rites républicains* », généraliser le service national universel. Dans la foulée, « *rebâtir notre école républicaine* » en « *redonnant le pouvoir aux professeurs qui auront plus de liberté pédagogique, aux directeurs qui pourront rémunérer, recruter plus librement* » sans oublier, avec en ligne de mire l'Islam, d'« *ouvrir un grand débat sur la laïcité* », suivi de « *mesures claires sur les sujets qui sont à régler et à trancher. [...], la religion ne doit pas permettre de sortir des lois de la République ou de se placer au-dessus de celle-ci* ».

En résumé, la poursuite de son double jeu pervers et cynique, faire la politique du RN en prétendant lui faire barrage tout en se préparant à gouverner avec lui...

## **Les mythes du passé ne font pas l'avenir, face à la tromperie du Front populaire aider à l'émergence d'une claire conscience de classe**

Alors que le bloc réactionnaire se réorganise autour du RN Macron étant dans l'incapacité de reprendre la main, la gauche, devant le risque de son propre effondrement, sous la pression aussi de la jeunesse et d'une fraction de son électorat, a rencontré la lumière au fond du local d'EELV. Ceux qui la veille s'insultaient, se rassemblent aujourd'hui pris de peur panique devant les conséquences de leur propre politique. Les divergences idéologiques, l'ostracisme à l'égard de Mélenchon et de LFI, les accusations calomniatrices d'antisémitisme sont mises de côté au profit d'un accord de circonstances pour faire face à la menace, le nouveau Front populaire. A défaut d'être capable d'avoir une politique pour faire face à l'offensive réactionnaire, cette gauche recomposée va chercher à sa rescousse les mythes du passé espérant ainsi se rehausser.

Les mythes du passé ne font pas une politique surtout quand le mythe a accouché d'une déroute. Le Front populaire après avoir canalisé sur le terrain électoral et institutionnel puis réprimé la grève générale de 1936, début

d'une possible révolution<sup>1</sup>, a capitulé pour ouvrir la voie à Pétain auquel une grande majorité des parlementaires socialistes ont voté les pleins pouvoirs en juillet 1940.

Les conquêtes de 36, rapidement annulées par la guerre et l'occupation, ont été conquises par la grève générale grâce à la mobilisation et à l'organisation de la classe ouvrière et l'occupation des usines.

Nous comprenons et sommes solidaires de toutes celles et ceux qui veulent voter Front populaire contre Macron et Bardella, à défaut d'autres perspectives crédibles sur le terrain de ces élections piégées. Sur le terrain institutionnel, il n'y a pas d'autres réponses possibles. Mais cette réponse n'en est pas une, c'est en réalité une impasse sauf si, comme en 36, la classe ouvrière retrouve la confiance en elle et la conscience que tout dépend d'elle sans craindre d'affronter le pouvoir, les institutions et l'État comme la gauche de gouvernement.

De ce point de vue, la situation nouvelle donne des responsabilités particulières au mouvement révolutionnaire qui doit lui-même et dans l'urgence surmonter ses faiblesses, s'unir pour sortir des divisions et de la marginalité. Il est préjudiciable, même si ces élections piégées ne sont pas un terrain propice à la défense de nos idées après la faiblesse de nos résultats aux européennes, que le mouvement révolutionnaire n'ait pas pu faire un pas vers une convergence si ce n'est la démarche publique, en elle-même limitée, du courrier adressé par Révolution permanente à LO et au NPA-R<sup>2</sup>.

## **Contre l'extrême droite et la menace fasciste, ouvrir une perspective pour la transformation révolutionnaire de la société, un gouvernement des travailleurs**

Le coup d'État électoral de Macron secoue la machine démocratique bourgeoise au bord de l'implosion toute disposée à se laisser prendre par le RN sans grande résistance. Bien corsetée, bardée de 49.3 et de politique sécuritaire, dominée par des partis et politiciens au service de l'ordre capitaliste, cette machine n'est plus réellement en mesure de contenir le mécontentement et les colères populaires, de les étouffer et les canaliser. Discréditée, elle s'abandonne à ses ennemis les démagogues d'extrême droite tout aussi empressés que leurs rivaux de droite ou de gauche à servir les classes dominantes tout en détournant le mécontentement à leur profit.

La faillite de la démocratie parlementaire bourgeoise est le corollaire institutionnel de la faillite du capitalisme, de la politique des classes dominantes dont les classes populaires sont victimes, de la guerre aussi, de la montée du militarisme indissociable du nationalisme et de la xénophobie.

<sup>1</sup> Trotsky, *Où va la France ?* <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf7.htm>

<sup>2</sup> <https://www.revolutionpermanente.fr/Un-front-electoral-d-independance-de-classe-avec-LO-et-le-NPA-R-Une-proposition-restee-lettre-morte>

C'est bien pourquoi les différentes fractions politiques rassemblées dans le Front populaire sont impuissantes à combattre l'extrême droite, elles qui soutiennent la guerre en Ukraine, revendiquent une politique migratoire et se drapent dans le tricolore et le nationalisme sans remettre en question la domination du capital.

Ces élections sont un terrain miné. Leur seul enjeu est de battre Bardella-Macron sur le terrain institutionnel, électoral. Les révolutionnaires qui y afficheront une fois encore leur division et leurs discours incantatoires, auront bien du mal à s'y faire entendre. Il eut sûrement été préférable de prendre le temps de nous rassembler, de discuter des bases politiques permettant de rompre avec les divisions pour engager une campagne d'explication et d'organisation hors du cadre électoral pour préparer la suite après les élections quels qu'en soient les résultats, une cohabitation à droite ou à gauche, c'est à dire avancer vers un parti des travailleurs pour la transformation révolutionnaire de la société, la conquête de la démocratie, du pouvoir.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons, il n'y a pas d'autre réponse à la menace de l'extrême droite qu'un gouvernement des travailleurs pour en finir avec la domination du CAC40. Ces élections auraient pu être l'occasion d'approfondir une dynamique qu'aurait pu créer un rassemblement démocratique des internationalistes dès la campagne des européennes, un rassemblement affichant sans ambiguïté l'ambition collective d'avancer vers un parti des travailleurs, démocratique, révolutionnaire. Ni LO ni le NPA-R ni le PT n'en ont voulu.

Même si nous pensons que ces élections piégées ne constituent pas un bon terrain pour nous, que ce n'est pas dans ces élections que les révolutionnaires ont un rôle à jouer mais bien sur le terrain de la lutte de classes pour faire revivre le marxisme, le projet révolutionnaire, nous voterons révolutionnaire, pour Lutte ouvrière qui présente des candidat-es sur l'ensemble du territoire.

Notre campagne se mène sur le terrain des idées, des luttes, de la nécessité de s'organiser parce que même si le Front populaire gagnait ces élections pour gouverner avec Macron, le problème ne serait que repoussé. Notre objectif ne peut se résumer à dénoncer les illusions sur le Front populaire quand nous-mêmes avons été incapables de faire l'unité pour défendre ensemble notre perspective commune tant pour les européennes, avec les résultats que l'on connaît, que pour les législatives.

Notre campagne voudrait inviter toutes celles et ceux qui se mobilisent contre Macron-Bardella à prendre en main la construction de leur propre parti, à venir secouer les routines électorales des révolutionnaires, à venir apporter leurs préoccupations, leur révolte et leurs idées, leurs interrogations et leur besoin de démocratie, de discussion, de solidarité de classe.

Le temps qui est devant nous est celui de la discussion et de la mobilisation pour œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires autour d'un programme, d'une politique permettant de répondre aux drames provoqués par la faillite capitaliste.

*Yvan Lemaitre*

---

## **Derrière le chaos militariste et politique, la menace de krach ou la nécessité d'un programme démocratique et révolutionnaire**

« Le choc de la dissolution fait vaciller le CAC40, baisser l'euro et bondir les taux français » titrait *Les Echos* lundi 10. La réaction brutale de Macron à un résultat électoral clairement annoncé depuis des semaines perturbe le petit monde de la finance... Après deux jours de baisse, le CAC40 s'est repris avant de redescendre cette fin de semaine à son niveau le plus bas depuis février dernier, entraînant dans sa baisse les autres bourses européennes tandis que les taux des emprunts d'Etat à 10 ans subissaient une brutale augmentation. Les « investisseurs » sont manifestement dans l'expectative. Ce qu'ils craignent n'est pas une cohabitation Macron-Bardella ou Macron-Front populaire, mais l'instabilité politique et sociale qu'engendre leur politique, aggravée par l'effondrement de Macron auquel ils ne voient pas d'alternative.

Cette instabilité survient alors que les signes avant-coureurs d'une crise financière majeure s'accumulent sur les marchés boursiers et ceux de la dette. Ces menaces sont reléguées à l'arrière-plan médiatique par l'approfondissement de la crise politique dont l'épisode en cours ici est l'illustration tout comme par l'actualité dramatique de la fuite en avant militariste et guerrière, marquée cette

fin de semaine par la réunion élargie du G7 sur l'Ukraine qui se tenait en Italie sous l'égide de Meloni, suivie en Suisse d'un « Sommet pour la paix en Ukraine ». Elles n'en existent pas moins comme le rappelait entre autres *Le Monde* dans un article du 31 mai intitulé « Aux Etats-Unis, les nuages d'une crise financière s'amoncellent à l'horizon ». Du fait de leur place centrale dans les réseaux financiers internationaux, un krach aux USA aurait des conséquences en chaîne sur l'ensemble de la finance mondiale, à l'instar et en pire de ce qui s'est produit avec la crise des subprimes de 2007-2008.

Cette menace financière, la crise politique qui frappe les institutions du pouvoir de la bourgeoisie partout dans le monde, la montée des affrontements militaires et l'aggravation incontrôlée de la crise environnementale sont les ingrédients d'une crise globale dont la cause première est l'explosion sans fin des profits qui s'accumulent entre quelques mains au détriment de l'ensemble de la société, des hommes et de la nature. Elles sont les symptômes de la faillite du mode de production capitaliste mondialisé et financiarisé, une marche destructrice dans laquelle il

entraîne l'ensemble de l'humanité et à laquelle seul-es les travailleur-es ont la capacité de mettre un coup d'arrêt.

## **Les « nuages d'une crise financière » sur les marchés boursiers...**

Une des principales menaces est constituée par une spéculation boursière de plus en plus délirante. Le summum est atteint aux Etats-Unis avec l'envolée sans précédent des dites « *valeurs technologiques* », entraînées par les espoirs placés sur le développement de l'intelligence artificielle générative après la sortie de ChatGPT en novembre 2022. La principale bénéficiaire de cette explosion est la société Nvidia qui produit des cartes informatiques particulièrement adaptées au traitement des masses de données qui nourrissent l'IA générative. Sa capitalisation boursière (produit du nombre d'actions par leur valeur courante) a bondi de + 2193 % depuis 2019, loin devant Tesla (+ 1221 %), Apple (+ 419 %), Microsoft (+ 333 %)... Mais après les espoirs totalement irrationnels sur les gains de productivité que pourrait apporter le développement de l'IA générative, une réalité bien moins réjouissante s'impose peu à peu, en particulier à cause du coût exorbitant en termes d'énergie que cela exige. Pour certains économistes, une « *bulle de toutes les bulles* » s'est constituée, qui menace de déboucher sur un plongeon sans précédent de l'action de Nvidia entraînant à son tour celui du Nasdaq.

L'écart de plus en plus fou entre les sommets atteints par la capitalisation boursière et la « valeur réelle » des actions d'une entreprise s'estime grâce au ratio « PER », calculé en divisant cette capitalisation boursière par son bénéfice net. Il donne une évaluation de la taille de la bulle spéculative et donc de l'ampleur prévisible du krach qu'elle sous-tend. Alors qu'un PER de l'ordre de 15 est considéré comme « normal », il est supérieur à 24 pour les GAFAM avec un record de 66 pour Nvidia suivi de 59 pour Amazon... Toutes proportions gardées, le CAC40 est soumis à la même fièvre spéculative. La moyenne des PER des entreprises qui le composent s'établit à 24, mais grimpe à 56 pour Hermès, 54 pour Dassault Système (logiciels pour bureaux d'études), 39 pour l'Oréal...

Deux autres « marchés » de financement des entreprises sont eux aussi menacés d'effondrement. Le premier, dit des « prêts privés », spéculait sur le financement aux entreprises trop petites pour pouvoir se financer en bourse et trop grandes pour se contenter de simples prêts bancaires. Créé au début des années 2000, il porterait à l'échelle mondiale sur 2100 milliards de dollars, dont les trois quarts aux Etats-Unis. Depuis sa création, profitant de l'argent gratuit distribué par les banques centrales, les investisseurs -parmi lesquels des banques comme Goldman Sachs- ont pu multiplier leur mise par huit. Mais la récession économique, la fin de l'argent gratuit, les risques de faillite qui s'accroissent leur font courir aujourd'hui le risque de perdre cette mise. Le second marché, dit de « private equity » (capital-investissement), se consacre surtout au financement de start-ups au cours de leur période de développement avec, pour ceux qui s'y

adonnent, l'espoir de récupérer leur mise avec de juteux profits en revendant leur part lorsque l'entreprise devient rentable. Mais aujourd'hui il y aurait à l'échelle de la planète et notamment aux USA 28 000 sociétés « invendables », plus de 3000 milliards de dollars que le capital-risque ne retrouvera pas...

Un autre aspect concerne les marchés immobiliers, crise qui touche aussi bien la Chine que l'Europe ou les USA, où elle concerne surtout l'immobilier de bureau. Depuis les années 2010 et la crise de l'immobilier d'habitation, la construction de bureaux s'est envolée bien au-delà des besoins. Il y aurait aujourd'hui 110 millions de m<sup>2</sup> vacants, dont les bailleurs sont pris en tenaille entre la baisse des loyers et du taux d'occupation et la hausse des taux des emprunts qui ont permis de les réaliser. Nombre d'entre eux se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts. L'an dernier, 35 % seulement des 9 milliards de dollars qui étaient dus ont été remboursés. Et la situation s'avère pire en 2024, où les sommes à rembourser sont de l'ordre de 18 milliards. Cela se répercute sur l'ensemble du marché immobilier, entraînant un effondrement des prix. La presse cite le cas d'une tour de Manhattan qui a été bradée à 185 millions de dollars en avril dernier, alors qu'elle avait coûté 605 millions en 2014.

Ces pertes colossales sur les marchés à risque et immobilier ont des répercussions sur le marché de la dette, puisque les capitaux qui y sont investis sont eux-mêmes pour la plupart issus d'un emprunt. Avec la hausse des taux d'intérêts impulsés par les banques centrales, la cavalerie financière qui consistait à emprunter à taux très bas voire négatif pour investir ensuite dans le capital-risque ou l'immobilier avec la quasi garantie d'en tirer de juteux bénéfices, se transforme en déroute pour l'investisseur et en risque de faillite pour l'institution de crédit qui a avancé les fonds. Autant de facteurs qui viennent s'ajouter à ceux liés au surendettement des Etats.

### **... comme sur la dette**

Depuis la liquidation prononcée par Macron dimanche soir, on peut voir Le Maire, sous menace d'expulsion de Bercy où il règne depuis 7 ans, multiplier les attaques contre LFI et le RN dont il taxe le programme économique de « *foutage de gueule* » vis-à-vis de ses électeurs. Il prétend s'inquiéter d'une possible « *crise de la dette* », si le RN arrive au pouvoir. « *Nos créanciers s'inquiètent, commencent à bouger, à froncer le sourcil. Depuis qu'une victoire du RN est envisageable, le coût de la dette française explose* » ... Ce qui l'inquiète en réalité, c'est de perdre son pouvoir, le krach de son propre plan de carrière politicienne. Pour le reste, il sait bien que le RN s'adaptera aux volontés du patronat comme il en a déjà fait largement la démonstration. Et c'est cela qui est réellement inquiétant, la poursuite, quel que soit le futur gouvernement, des subventions aux groupes capitalistes et à leurs profits par l'Etat et donc de l'aggravation de la dette.

Cette dernière, qui s'élève aujourd'hui à plus de 3000 milliards d'euros, plus de 112 % du PIB, est pour l'essentiel le

résultat de la politique du « quoi qu'il en coûte », la garantie assurée par l'Etat des profits d'une infime minorité aux dépens de toute la société. L'Etat emprunte chaque année pour combler le déficit, mais aussi pour rembourser le capital des emprunts arrivés à échéance. Sur les plus de 3000 milliards actuels de dette publique, 2000 devront être remboursés grâce à des emprunts équivalents d'ici 2027. Les intérêts versés chaque année par l'Etat -la charge de la dette- pèsent de plus en plus lourdement sur le budget, creusant le déficit. Cette charge qui était de 30 milliards d'euros il y a deux ans, dépasse 51 milliards dans le budget 2024. Mais cette estimation se trouve aujourd'hui bousculée. Comme le dit Le Maire, « *le coût de la dette française explose* ». Les taux auxquels sont passés les nouveaux emprunts augmentent avec la crainte provoquée chez les investisseurs par les incertitudes politiques. Les taux d'emprunts à 10 ans, qui était de 3,09 % avant le scrutin, ont grimpé à 3,32 % mardi, avant de redescendre à 3,17 % vendredi. L'écart peut sembler faible, mais appliqué au montant des capitaux en jeu, il se traduit par des augmentations importantes de la charge de la dette, creusant encore plus les déficits.

C'est l'illustration de la logique à l'œuvre dans de nombreux pays, à des degrés divers. Le creusement des déficits publics gonfle la dette publique. L'augmentation du capital emprunté associée à l'augmentation des taux se traduit par une augmentation de la charge annuelle de la dette, laquelle vient à son tour aggraver le déficit budgétaire. C'est un cercle vicieux que rien ne peut arrêter sinon l'abolition pure et simple de la dette.

Un rapport récent de la CNUSED donne la mesure de l'ampleur du phénomène à l'échelle mondiale. Le montant de la dette mondiale s'élevait à 97 000 milliards de dollars en 2023, 5 600 milliards de dollars de plus que l'année précédente. Les pays pauvres sont bien évidemment les plus touchés, en particulier en Afrique. Le nombre de pays dont le ratio dette-PIB dépasse 60 % est passé de 6 à 27 entre 2013 et 2023. Parallèlement, le remboursement de la dette est devenu plus coûteux. En 2023, les pays en développement ont payé 847 milliards de dollars d'intérêts, en augmentation de 26 % par rapport à 2021 ; 54 de ces pays, dont près de la moitié en Afrique, ont consacré au moins 10 % des recettes publiques au paiement des intérêts de la dette. Cette spirale conduit de plus en plus de pays à se déclarer en défaut de paiement -18 au cours des trois dernières années-, dans l'impossibilité matérielle de rembourser leurs dettes. Cette crise de solvabilité menace très concrètement de précipiter à leur tour leurs créanciers, banques et autres fonds d'investissement dans la faillite.

En 2007, l'effondrement sans précédent du système financier mondial déclenché par la faillite du marché immobilier des subprimes aux Etats-Unis n'avait pu être enrayeré que par l'intervention massive des Etats et des banques centrales volant au secours des banques, renflouant leurs fonds propres dévastés par l'accumulation de dettes privées devenues insolubles. Aujourd'hui, le surendette-

ment des Etats fait désormais partie du problème. Quant aux politiques monétaires des banques centrales, elles ont tout au plus reculé les échéances d'un krach inéluctable tout en contribuant à en accentuer la puissance destructrice. Cela laisse présager de l'ampleur des ravages et des destructions qu'un tel krach serait susceptible de causer, sur le plan économique, mais surtout social et humain si rien ne venait s'y opposer.

## **Face à la duperie du programme du Front populaire, la prise de contrôle de l'économie par les « producteurs/trices associé-es »**

La focalisation sur les élections législatives consécutives au « coup d'Etat électoral » de Macron met à la une les programmes censés s'affronter dans la campagne en cours. Face à la menace de l'extrême-droite et au rejet de Macron, le Nouveau Front Populaire se pose comme l'alternative parlementaire qui, dans la cohabitation, permettrait de créer « *la rupture* », une « *bifurcation* », des « *transformations* », un patchwork de promesses et de formules creuses.

La cohabitation avec Macron souhaitée par le NFP rend bien peu crédible la « *rupture* » qu'il prétend se donner pour priorité afin de « *répondre aux urgences qui abîment la vie et la confiance du peuple français* », d'en finir « *avec la brutalisation et la maltraitance des années Macron* ». Cela résume en quelques mots le cadre politique dans lequel elle se situe. Restaurer la « *confiance du peuple français* » n'a qu'un sens, celui de confiance envers les institutions de la République, la soumission au pouvoir de la bourgeoisie. Attribuer à Macron toute la responsabilité de la dégradation des conditions de vie du « *peuple français* », c'est ignorer les contraintes imposées par les classes dominantes, dont Macron est le zélé serviteur, confrontées à leur crise globale, afin de tenter de faire croire qu'une autre politique serait possible sans remettre en cause leur dictature. A ce sujet, un passage intitulé « *Abolir les privilèges des milliardaires* » est éclairant. La formule fleure bon sa Révolution de 1789, mais cette prétendue « *abolition* » se garde bien de ne serait-ce qu'évoquer la véritable origine des privilèges de ces milliardaires : leur droit de propriété sur « leurs » usines, « leurs » banques, « leurs » multinationales, leur droit d'exploiter leurs salarié-es et de détruire la planète...

Le programme électoral du NFP apparaît pour ce qu'il est, une duperie destinée à dévoyer dans les urnes la révolte qui se manifeste massivement dans la rue contre la menace du RN pour se faire élire voire cohabiter avec Macron. Cette lutte pour la défense des droits démocratiques, de la même façon que celle pour les exigences les plus élémentaires concernant nos salaires, nos emplois, contre la précarité ne se mène pas au parlement et encore moins en cohabitant avec Macron ! Loin de se laisser dévoyer par le leurre électoral, elle ne peut passer que par les affrontements sur le terrain de classe avec le patronat et le pouvoir d'Etat, quelle que soit la coalition qui l'exerce.

Le Maire dénonce comme « *un délire total* » le programme de la NFP, à l'unisson avec le patronat et les économistes aux ordres pour qui il « *conduirait à une explosion des déficits et de la dette* ». Ce qu'ils nous disent au fond, c'est qu'aucune amélioration aussi minime soit-elle de nos conditions de vie n'est possible sans remettre en cause la survie même du système économique qui les engraisse.

Dans le contexte de crise globale qui touche le mode de production capitaliste, la moindre revendication remet en cause la logique même du système. Aller jusqu'au bout de nos revendications suppose que nous, travailleur·es, jeunes, oppositions au pouvoir d'Etat nos propres organisations démocratiques, construites pour mener nos luttes. Que nous contestions aux classes dominantes leur pouvoir, jusqu'à abolir leur droit de propriété sur les moyens de production et d'échange. Trouver les moyens financiers de satisfaire les besoins élémentaires de l'ensemble des êtres humains passe par l'expropriation du système

financier privé dans son ensemble et son regroupement au sein d'un monopole public bancaire placé sous le contrôle démocratique de la population. Cela permettra l'abolition immédiate des dettes publiques comme privées, de mettre fin aux folies spéculatives par la dissolution des marchés financiers, d'affecter les financements nécessaires en vue de la satisfaction des besoins humains et de la réparation de la nature en fonction d'une planification démocratique des productions respectueuse des équilibres écologiques.

Briser le cercle vicieux de la crise globale qui conduit l'humanité à la catastrophe exige d'en finir avec un système basé sur la dictature d'une poignée d'oligarques qui vampirisent l'économie, « *épuisant la Terre et les hommes* » comme l'écrivait Marx. L'avenir est dans la prise de contrôle de l'économie et de l'organisation sociale, à l'échelle du monde, par les « *producteurs associés* ».

*Daniel Minvielle*